

L'Union Méditerranéenne ou la stratégie de l'électrochoc ?

Jean-François Daguzan, Maître de recherche

(17 décembre 2007)

« Ici on gagnera tout ou on perdra tout ». Nicolas Sarkozy, discours de Tanger, 23 octobre 2007

Les dix ans du processus euro-méditerranéen de Barcelone, « fêtés » en novembre 2005 dans la ville qui le vit naître, confirmèrent non sa relance mais sa paralysie. Pas plus l'Union européenne que les pays du Sud et de l'Est ne surent trouver les voies d'une nouvelle dynamique. L'Union méditerranéenne (UM), défendue par Nicolas Sarkozy, dès sa candidature à l'élection présidentielle est peut-être en train d'offrir une nouvelle dynamique politique à ce dossier bloqué.

Surmonter le blocage du Partenariat euroméditerranéen

La conférence « anniversaire » de Barcelone des dix ans du partenariat n'avait pas su répondre aux défis lancés par la Méditerranée après la guerre d'Irak. La réunion des 27-28 novembre 2005 devait être la manifestation symbolique d'une relance « stratégique » du Partenariat euroméditerranéen (PEM). La présence conjointe, attendue pour la première fois, des chefs d'Etats et de gouvernement de l'Union européenne et de la Méditerranée devait symboliser cette notion de partenariat « spécial » que représente la dimension méditerranéenne de l'UE. Malheureusement, seuls les chefs d'Etat de l'UE furent au rendez-vous. En face, en dehors de la présence du Premier ministre turc (Etat en processus d'adhésion) et du Président de l'Autorité palestinienne, personne n'était là. Cette absence a traduit une double réalité côté sud : d'une part, une insatisfaction des résultats obtenus en dix ans (quelle que soit la responsabilité des « sudistes » en la matière) et une incompréhension des objectifs européens pour l'avenir et, d'autre part aussi, peut-être le refus de se laisser lier les mains par les exigences de la politique européenne de

voisinage et la conditionnalité qui l'accompagne¹. « L'appropriation » du partenariat par le sud, tant souhaitée par les Européens et les experts en général, n'a pas eu lieu.

Aujourd'hui, le blocage est tel que le dernier texte de la Commission de décembre 2006 concernant le PEM a pour titre « Passer aux actes » ! Là où il aurait fallu une vision politique et une dynamique commune, persiste méfiance et doute pour l'avenir. Or des millions de personnes de l'autre côté de la Méditerranée attendent des réponses concrètes à leurs nombreuses difficultés... Pour combien de temps encore ?

La dégradation de tous les indicateurs

Car les problèmes sont toujours là. Si, de nombreuses questions de « *hard security* » ont disparu, il n'en demeure pas moins, dans tous les pays arabes, une très grave crise économique, sociale et politique. Les colossaux bénéfiques des pays producteurs de pétrole, et la société technologique et mondialisée israélienne, ne peuvent masquer l'absence de dynamique et d'insertion des autres pays. De même, la violence politique et terroriste tout comme « l'espérance » de l'immigration sont des indicateurs de sociétés en crise et de régimes autoritaires incapables d'assumer la modernisation des appareils et des esprits. Enfin, l'Europe est particulièrement inquiète des diverses expressions du radicalisme dont l'origine est inconsciemment attribuée à « l'autre côté » alors que celui-ci tend à rendre « l'Occident » responsable de tous ses maux et de ses humiliations. L'angoisse mimétique bat son plein.

Si l'on se place dans une perspective géopolitique globale, la situation est encore plus préoccupante. On a assisté en quelques années à un déplacement du centre de gravité du monde. Autrefois placé à la charnière atlantique, c'est-à-dire l'Europe occidentale pendant la Guerre froide, celui-ci est désormais en Asie. Le développement économique massif de cette zone, les grandes problématiques stratégiques mondiales, la question écologique, tous sujets qui se concentrent suivant un axe Téhéran-Pékin-Tokyo et dont le point de gravité est le couple sino-indien.

Dans ce schéma, la Méditerranée est « périphérisée » et renvoyée aux marches de l'Histoire et du monde en mouvement. L'Union européenne, que d'aucuns voyaient comme le centre majeur de la nouvelle dynamique du XXI^{ème} siècle est paralysée par sa crise institutionnelle et d'identité et participe donc de cette périphérisation.

¹ Le ministre algérien, Abdelaziz Belkhadem, a sèchement précisé à Barcelone que « les pays méditerranéens trouvent humiliant que les Européens demandent des réformes en échange d'une poignée d'euros ». *Euractiv update email* du 30 novembre 2005. euractiv@cabestan.com

La « dérive des continents économiques » qu'évoquait Henri Regnaut autrefois pour marquer le rapprochement des économies euro-américano-asiatiques au détriment des zones méditerranéennes et de l'Est,² s'est transformée en une dérive stratégique américano-asiatique dont l'Europe est largement exclue.

L'Union méditerranéenne : créer un électrochoc politique

Nicolas Sarkozy a, dans le discours de Toulon du 7 février 2007, posé les bases d'une « Union Méditerranéenne »³.

Il s'agit de créer une union politique (l'Europe du Sud aurait une responsabilité particulière). Elle s'articulerait autour de rencontres périodiques de type G8 entre les pays *riverains* de la Méditerranée (dont la notion reste à préciser) sur un pied strictement égalitaire. Un « Conseil de la Méditerranée » sur le modèle du Conseil de l'Europe assurerait le secrétariat ; un Système de sécurité collective serait mis en place ; le co-développement serait la base du contrat entre les signataires ; le Quatrième pilier serait la corruption, le crime organisé et la lutte anti-terroriste ; l'Union s'engagerait sur des projets concrets dont au premier chef l'environnement.

Cette proposition a été réitérée au cours du voyage présidentiel en Algérie et en Tunisie des 11 et 12 juillet 2007. Enfin, cette question a été évoquée en Libye après la libération des infirmières bulgares.

Au cours de la conférence des Ambassadeurs du 27 août 2007, le président de la République a précisé les contours de cette initiative⁴. Il s'agit non pas de se substituer aux processus existants (PEM, 5+5, Forum Méditerranéen) mais de tirer l'ensemble vers le haut en leur donnant une dynamique globale. Cette approche « à la Jean Monnet » serait articulée sur quatre piliers : « l'environnement et le développement durable ; le dialogue des cultures ; la croissance économique et le développement social ; l'espace de sécurité méditerranéen. » La démarche serait construite sur « quelques projets ambitieux mais réalistes. » L'Union européenne et la Commission seront des « acteurs de plein droit » de ce processus.

La conférence de Tanger du 23 octobre 2007, prononcée à l'occasion du voyage d'Etat au Maroc et qui a été voulue comme le lancement solennel du projet, ne précise pas beaucoup plus le contenu de l'UM. Elle en souligne les contours (le Président invite « tous les chefs d'Etat et de gouvernement riverains de la Méditerranée à se réunir en France en juin

² La Méditerranée dans la division internationale du travail, in Xavier Gizard (dir.), *La Méditerranée inquiète*, Datar/Editions de l'Aube, La tour d'Ayguès, 1993, p. 52.

³ Texte intégral sur le site de soutien à Nicolas Sarkozy, <http://sarko2007.free.fr/articles.php?lng=fr&pvt=2>

⁴ Allocution de M. Nicolas Sarkozy, président de la République, à l'occasion de la conférence des Ambassadeurs ; <http://www.elysee.fr/elysee/elysee.fr/interventions/2007:aout/allocution> ; p. 8-9.

2008) et l'enjeu : « En Méditerranée se décidera si oui ou non les civilisations et les religions se feront la plus terrible des guerres » [...] « c'est à travers la Méditerranée que l'Europe et l'Afrique s'uniront ». Le principe directeur fixé par le Président est celui des « solidarités concrètes ». L'Union européenne est associée par la présence de la Commission européenne.

Chercher les voies d'un redémarrage de la relation euroméditerranéenne sous une forme « concrète » implique d'engager une politique des « petits pas », mais lesquels ?

Le premier, qui est en réalité un « grand pas », doit être une politique économique renforcée dont l'investissement et les infrastructures sont les points clés⁵ mais cette politique doit s'organiser dans la réciprocité de la réforme. La mise en conformité avec la bonne gouvernance ne suffit pas, elle doit s'accompagner d'une modernisation de la structure politico-administrative des pays du Sud et d'un changement des mentalités. Peut-on s'accommoder de ce que les Chinois construisent l'Algérie nouvelle ?

Le deuxième est la voie du développement durable. La dégradation des conditions de vie de l'autre côté du bassin influe sur la compétitivité et l'attractivité pour les investisseurs. Mettre en place une politique conjointe alliant écologie et économie est un des axes de travail prometteur. L'eau doit être placée au premier plan.

Le troisième est celui des interconnexions énergétiques, dossier lié au précédent pour lequel de larges possibilités sont ouvertes en raison des considérables ressources algériennes et libyennes en hydrocarbures.

Le quatrième est la coopération en matière de crime organisé, de trafic et de terrorisme. Ces dossiers sont déjà discutés avec un certain succès tant dans le cadre du PEM, du Dialogue 5+5 et même du Dialogue méditerranéen de l'OTAN. Ils peuvent cependant faire l'objet d'un partenariat *ad hoc*.

Il s'agit donc de mettre en place une dynamique fondée sur les flux ; à la fois sur leur développement et sur leur contrôle.

A cet égard, une action à envisager pourrait être la mise en place à Toulon ou à Marseille d'un centre de coordination dans les domaines de la lutte contre le terrorisme, la drogue et le crime organisé et, pourquoi pas, la surveillance en commun des frontières extérieures des pays méditerranéens. Le Sahara pourrait faire l'objet d'une initiative spécifique.

⁵ Voir Christian de Boissieu & Jean-Louis Reiffers, « Contre le choc des civilisations, essayons l'Union méditerranéenne », *Le Figaro* du 2 octobre 2007.

Enfin, on pourrait réfléchir à des coopérations dans le domaine technologique en créant des centres de formation et de développement méditerranéens dédiés associant des compétences des deux rives sur le site d'universités technologiques préexistantes au sud et à l'est en s'inspirant en partie de modèles mis en place en Russie et en Ukraine par l'Union européenne et les Etats-Unis.

Le projet est donc prometteur ; mais la proposition présidentielle emporte cependant un certain nombre de difficultés qu'il faudra successivement lever :

- La Turquie (à qui s'adresserait selon certains prioritairement cette union) est plus que réservée vis-à-vis de l'initiative dans laquelle elle voit un succédané à son éviction de l'Union européenne. Par ailleurs, les réactions italienne et espagnole sont plus ou moins réservées selon les interlocuteurs rencontrés. D'autres, comme la Commission européenne, la Grande-Bretagne et l'Allemagne ont demandé des « clarifications ».⁶ Il faut donc faire bouger les lignes.
- Les questions israélo-palestinienne et libano-syrienne bloquent le Partenariat euroméditerranéen. Elles risquent de bloquer pareillement l'UM. La sécurité collective risque d'attendre si des changements rapides ne se produisent pas dans ces deux dossiers ultrasensibles.
- Coordonner l'action avec le Partenariat euroméditerranéen, la Commission et les autres Etats membres. Les « réserves » évoquées plus haut doivent être prises au sérieux. Même si le processus politique est en panne ce sont quelques dizaines de milliards d'euros qui ont été injectés en prêts et en dons depuis 13 ans. Des centaines de solidarités actives se sont créées, des dizaines de réseaux fonctionnent. C'est donc un travail de maillage avec l'existant qui doit être tissé. C'est de la complémentarité ; c'est de la dynamique. Enfin, il ne faut pas créer la tentation chez les pays européens du Nord, de penser que la Méditerranée n'est pas leur problème mais exclusivement celui des riverains.
- La question de fond demeure enfin la situation politico-économico-sociale au Sud alors que le terrorisme islamique vendange sur un terreau favorable. Les réformes politiques doivent suivre. La solidarité doit se renforcer.

Ainsi, relancer une politique méditerranéenne en fondant une union des riverains est peut-être une option de déblocage pour une Méditerranée « à la panne ». Il s'agit, au premier chef, d'une initiative politique, c'est-à-dire la manifestation d'une volonté. Mais elle s'inscrit dans une voie

⁶ Katrin Bennhold, Sarkozy's proposal for Mediterranean Union leaves questions unanswered, *International Herald Tribune*, <http://www.mafhoum.comcom/press10:309P3.htm>; Voir aussi, Angela Merkel s'inquiète de l'Union méditerranéenne de Nicolas Sarkozy, *Le Monde* du 7 décembre 2007.

étroite. Faire du bassin méditerranéen non pas la mer des conflits mais le « lac de paix » dont on a souvent parlé est sans doute un des enjeux du XXI^{ème} siècle. Il conditionne, par définition, la sécurité de l'Europe. Dans tous les cas de figure, l'urgence est aux portes, alors donnons une chance à l'Union Méditerranéenne !

Les opinions exprimées ici n'engagent que la responsabilité de leur auteur.